

REPUBLIQUE DU BURUNDI



SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT

1. En date du 16 avril 2018, le Gouvernement du Burundi a pris connaissance d'une publication conjointe de la Commission de l'Union Africaine et des Nations Unies faisant état d'inquiétude de ces deux organisations d'une décision du Gouvernement du Burundi de suspendre sa participation au Dialogue inter-burundais dirigé par le facilitateur Benjamin Mkapa.
2. Tout en appréciant les efforts fournis par la communauté internationale particulièrement les Nations Unies et l'Union Africaine afin de trouver des solutions aux problèmes burundais, le Gouvernement du Burundi voudrait apporter un démenti formel à cette publication parce qu'il n'a jamais déclaré vouloir tourner le dos au dialogue inter-burundais, étant donné que ce dernier a été et restera toujours son cheval de bataille pour résoudre tout différend entre les fils et filles du pays. Il s'agit d'une tradition, une culture séculaire et millénaire chez le peuple burundais.
3. A cet effet, le Gouvernement du Burundi voudrait rassurer ces deux organisations qu'il maintient toujours sa confiance au Facilitateur dans le dialogue inter-Burundais Son Excellence Benjamin MKAPA ainsi qu'à Son Excellence Yoweri Kaguta MUSEVENI et pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer afin de trouver un terrain d'entente au sein de la classe politique burundaise. La collaboration entre le Gouvernement du Burundi et la Facilitation ne souffre à ce jour d'aucune entorse.
4. Se référant aux conclusions du dernier round de la session du mois de décembre 2017 tenue à Arusha en Tanzanie, le Gouvernement du Burundi a exprimé sa satisfaction sur les avancées significatives de cette rencontre où la plupart des questions opposant la classe politique burundaise ont trouvé un terrain d'entente. Le Gouvernement du Burundi a salué l'esprit constructif qui a caractérisé les participants à cette Session et se réjouit des conclusions qui en sont sorties, puisque le Facilitateur a pu dégager des points de convergences de loin plus nombreux que ceux de divergence sur les questions qui figuraient à l'agenda de la Session.

5. Conforté par cette avancée significative, le Gouvernement du Burundi a exprimé son souhait de voir le processus de ce dialogué rapatrié au Burundi, pour laisser le temps suffisant au différents partenaires politiques de bien se préparer aux élections de 2020, un souhait par ailleurs exprimé par le facilitateur lui même lors de la clôture du dernier sommet des Chefs d'Etats de la sous-région qui s'est tenu à Kampala en Février 2018.
6. Concernant le respect de l'Accord d'Arusha, le Gouvernement rappelle que celui-ci reste la fondation qui servi à la construction du projet de la Constitution révisée proposé au référendum très prochainement sur demande insistante du peuple burundais lors des séances du Dialogue intérieur. Il convient de rappeler que le premier et principal garant de l'Accord d'Arusha est et reste le peuple burundais puisque même la Constitution sous révision qui se réfère à cet Accord a du suivre la même voie du processus référendaire avant d'être adoptée et promulguée en 2005.
7. En ce qui concerne les dates pour la prochaine session du dialogue inter-burundais, le Gouvernement est disposé et reste en contact avec à le Facilitateur pour en discuter et fixer une échéance consensuelle qui ne perturbe pas le calendrier des activités d'envergure nationale déjà programmées.
8. Pour terminer, le Gouvernement du Burundi rassure la Communauté internationale qu'il ne ménagera aucun effort pour garantir la paix et la sécurité recouvrées grâce entre autres à l'Accord d'Arusha. Il lui demande d'accompagner le peuple burundais dans le processus des élections de 2020 dont il garantit un climat apaisé, mais dans le respect de sa souveraineté.

Bujumbura, le 17 avril 2018

Le Secrétaire général du Gouvernement
et Porte Parole du Gouvernement

Philippe NZOBONARIBA.-